

LA LETTRE

DE JUSTICE ET PAIX

SOS

Le mois dernier, une délégation d'évêques de France s'est rendue au Liban pour apporter le soutien de l'Église de France au peuple libanais meurtri par une crise qui n'en finit pas.

L'enkystement du système politique, la corruption, la symbolique de l'explosion du port de Beyrouth et bien d'autres facteurs font descendre aux enfers la population toute entière. Le nombre des suicides augmente dramatiquement, comme la fuite vers l'Occident, y compris par la mer avec les noyades que l'on connaît ailleurs en Méditerranée.

L'inflation a multiplié le prix du pain par 25 en quelques mois, la rareté des médicaments ne permet plus de soigner les cancers ni assurer les dialyses, c'est le sauve-qui-peut. Les enfants qui viennent à l'école (quand elles fonctionnent) arrivent de plus en plus souvent le ventre vide. La famine rôde.

Une lueur d'espérance est née à l'occasion des élections législatives de mai. Un nombre plus important de députés « indépendants » reflète la volonté de refonder le système politique du pays pour sortir de l'ornière. Cette fenêtre qui s'ouvre sur l'avenir, tout comme la résilience des Libanais, apporte de l'espoir, même si la sortie de crise peut paraître lointaine.

Ne les oublions pas.

*Michel Roy,
Secrétaire général
de Justice et Paix*



LA GUERRE DU BLÉ : UNE GUERRE DANS LA GUERRE ?

La Russie et l'Ukraine sont des exportateurs importants de multiples céréales : blé, tournesol, maïs. Ces deux pays représentent 34 % des échanges de blé et 73 % des échanges d'huile de tournesol. Ils sont aussi de gros producteurs de tourteaux de tournesol (dont dépend fortement l'alimentation animale dans le monde entier), de gros producteurs d'engrais, de pesticides (20 % du marché mondial des engrais) et de carburant dont dépendent les agricultures industrielles.

Or les agricultures industrialisées sont devenues très dépendantes du pétrole et du gaz, nécessaires à la production d'engrais et de pesticides. La hausse des prix de l'énergie a donc un impact sur celui de l'alimentation.

Pour nourrir sa population en temps de conflits, l'Ukraine a cessé temporairement l'ensemble de ses exportations de blé, de sucre et de viande. Côté russe, si les sanctions économiques épargnent pour le moment le volet alimentaire, la Russie utilise la faim comme une arme géopolitique. Elle limite actuellement ses exportations alimentaires à destination des pays jugés "inamicaux" notamment pour faire pression sur le groupe des non-alignés.

De surcroît, par crainte d'une future pénurie de denrées alimentaires, les acteurs économiques spéculent sur

les marchés boursiers, notamment pour le blé et le soja, pendant que d'autres États se constituent des stocks ou refusent d'exporter pour garantir la sécurité alimentaire de leur population (Inde).

L'Europe, elle, ne connaît pas de pénurie de denrées agricoles et alimentaires, mais est sujette à une hausse des prix alimentaires qui va s'aggraver du fait de la hausse du prix de l'énergie.

Ce sont, en fait, les pays du Sud qui sont les plus durement touchés, en particulier ceux qui sont importateurs de céréales russes et ukrainiennes (Liban, Égypte, Tunisie...), ceux qui sont fortement endettés (Sénégal, Madagascar, Côte d'Ivoire...) et ceux qui sont en conflit ou exposés aux changements climatiques (Mali, Yémen, Afghanistan...); cette situation risque de provoquer des tensions sociales majeures.

L'enjeu pour sortir de cette crise est donc triple, il convient à la fois de limiter la hausse des prix, de renforcer la capacité des États à y faire face et de limiter les impacts sur les populations les plus vulnérables. Cette triple nécessité demande des actions d'urgence à prendre au cours des 6 prochains mois qui ne peuvent être coordonnées que dans un cadre multilatéral.

*Sylvie Bukhari-de Pontual
Justice et Paix France*

À la fin du 20^e siècle, la dette menaçait le développement. La hausse du coût de l'énergie et la flambée des taux d'intérêt avaient mis en ba

Monétaire International, des programmes d'ajustement structurel de la Banque mondiale et du fameux « consensus de Washington ». La communauté internationale a été lente à réagir. Avec le Plan Baker (1985) elle traitait la crise comme un simple problème de liquidité : i

problème de solvabilité et préconisait une réduction de la dette commerciale par la titrisation¹. En 1996, était lancée l'initiative pour les pay

radar vers la fin des années 2000 mais la voilà de retour.

Dès 2020, plusieurs pays ont fait défaut : Belize, Équateur, Zambie et Suriname ; puis le Liban et l'Argentine jusqu'à ce qu'ils aient négocié financière à cause de leur endettement envers la Chine.

En 2004, Justice et Paix France posait déjà la question : « faut-il annuler la dette des pays du "Sud" ? »² Elle est d'une actualité brûlante e

Le choix des petits États insulaires

Ils sont rarement objets d'étude sur la dette, or ce ne sont pas seulement des paradis touristiques, des zones stratégiques, des petits pays perdus au milieu des océans ; ce sont des États menacés par les changements climatiques, des pays politiquement et économiquement fragiles et des zones impactées par le Covid.

C'est pourquoi nous les avons choisis pour étudier l'impact de la dette internationale en prenant trois cas : Haïti, les Maldives et Sao Tomé-et-Principe qui offrent une diversité de situations continentales. Leur faible population et leur maigre PNB permettent de mieux cerner l'impact de la dette sur les hommes et les femmes de ces pays.

Sao Tomé-et-Principe

Sao Tomé-et-Principe (STP) compte 219 000 habitants. Son économie est fragile, liée au tourisme, à la pêche et à des exportations agricoles ; les projets d'exploitation du pétrole ne se concrétisent pas. Son PIB a perdu 6 % en 2020 (impact du Covid sur le tourisme) ; il est de 1 692 \$ par habitant³. L'inflation est y forte et sa dette internationale atteignait 67 % du PIB en 2018. Le déficit budgétaire est financé par toujours plus d'emprunts...

90 % du budget est pris en charge par l'aide internationale, dont 76 % auprès des partenaires bilatéraux et le reste auprès des organisations internationales. C'est dire la dépendance de ce pays dont un tiers de la population vit sous le seuil de pauvreté.

Depuis août 2020, le pays profite d'une suspension temporaire des paiements du service de la dette de ses créanciers (Belgique, Brésil, Portugal). Il continue de bénéficier du soutien des bailleurs internationaux. La Banque Mondiale a fourni en 2020 une aide d'urgence de 2,5 M\$ pour lutter contre le virus et renforcer le dispositif de santé local plus un don de 10 M\$ pour financer la résilience contre la Covid-19.

Sao Tomé-et-Principe est sous programme du FMI depuis fin 2019 pour 40 mois et un montant de 18,2 M\$. Ce dernier estime que la dette, bien qu'élevée, sera soutenable car elle est concession-

nelle. À condition toutefois que les principales réformes structurelles prévues (diversification économique, réforme institutionnelle, apurement de la dette...) et la réorganisation de la société publique d'eau et d'électricité, qui a accumulé des pertes et arriérés de l'ordre de 10 % du PIB entre 2015 et 2018 soient menées à bien. Le Covid n'a pas un très grand impact quantitatif⁴, mais il a bloqué la mise en œuvre de ces réformes...

STP a rompu ses relations avec Taiwan en 2016 pour profiter de la Bridge and Road Initiative chinoise qui a financé l'extension et la modernisation de l'aéroport et donné 2,9 M\$ en 2019 pour le secteur de la santé. STP courtise aussi la Russie en lui suggérant de faire du pays une plateforme commerciale vers l'Afrique. Quant à l'UE, elle a programmé 13,5 M€ sur 2021-24, pour la transition climatique et les secteurs sociaux.

Haïti

Avec 11,4 M d'habitants et un PIB de 1 149,5 dollars par habitant, Haïti reste le pays le plus pauvre d'Amérique. Vulnérable au dérèglement climatique, il subit des catastrophes naturelles à répétition ; mais c'est surtout le climat politique délétère qui le mine : l'assassinat du Président, la guerre des gangs, les enlèvements à répétitions, la paralysie de l'administration et une corruption effrénée empêchent ce pays de mener des politiques cohérentes. Les détournements massifs (près de 4 Mds de \$) du programme « Petrocaribe » en sont la triste illustration.

Le pays survit grâce à la générosité de sa diaspora et aux dons de la communauté internationale tant publique que privée. Comme il reconnaît Taiwan, il ne profite

pas encore de la Banque des règlements internationaux (B.R.I.), mais la Chine a apporté une aide sanitaire lors de la crise Covid.

Les cas de Covid n'y sont pas très nombreux⁵ mais les infrastructures sanitaires sont très insuffisantes et mettent le pays dans une grande précarité. La corruption a augmenté et une partie de l'aide obtenue par le pays est détournée.

Comme l'aide est surtout octroyée sous forme de don, le pays n'est pas surendetté. Par contre, son extrême dépendance aux importations (produits pétroliers, alimentation, produits manufacturés) le rend très vulnérable à la hausse du cours de ces produits. Bien que résiliente, la population souffre et c'est par milliers que les Haïtiens tentent de quitter leur pays au risque de leur vie.

Les Maldives

Les Maldives sont plus aisées que les deux autres pays puisque le PIB/ppa est de 13 049 \$ pour une population de 531 000 habitants. Le tourisme en est la principale ressource, mais le Covid⁶ a fait chuter le PIB de 30 % en 2020. Heureusement, les touristes reviennent...

L'histoire de leur dette est particulièrement instructive. La dette extérieure a atteint 1 976 M\$ en 2020 ; la dette publique culminait alors à 146 % du PIB. Elle a augmenté en même temps que le déficit budgétaire, tandis que les sorties de capitaux vers l'étranger atteignaient -1 427 M\$. Les investissements directs étrangers sont eux aussi négatifs : -961 M\$.

Le pays est donc dans une impasse financière. Il a obtenu des instances internationales (Club de Paris, G20, FMI) de suspendre le service de la dette dans le cadre



¹ Le remplacement de créances anciennes par de nouvelles obligations de moindre valeur et de maturité plus longue, mais garanties par les autorités financières internationales.

² Dix questions sur le financement du développement, Justice et Paix France, 2004.

³ La moyenne mondiale est de 10 520 \$ en 2020.

⁴ 3 741 cas, 57 décès (soit des taux pour 100 000 habitants de 1 772 et 27 pour 100 000 habitants)

T DE RETOUR

anqueroute le Mexique et, dans la foulée, une trentaine de pays en développement. C'était l'époque des politiques d'austérité du Fonds

Il suffisait d'injecter plus d'argent frais et de repousser les échéances pour en venir à bout. Le plan Brady (1989) constatait enfin le

des pauvres très endettés (PPTÉ) mise en œuvre au cours de la décennie suivante avec un certain succès : la dette est sortie des écrans

et pour l'éclairer, nous avons retenu une approche inhabituelle.



© Wikimedia

Le pont des Maldives

de l'initiative pour contrer les effets du Covid. Mais le répit n'est que temporaire. La Chine détient 70 % de cette dette (soit plus de 3 Mds de \$ pour un PIB de 4,9 Mds de \$) et un débat divise la classe dirigeante. Poussés par l'Inde – qui s'inquiète de la présence chinoise dans sa zone d'influence – certains politiciens y voient un piège : en échange de sa dette, la Chine récupère des atolls, stratégiques pour la marine chinoise mais aussi pour l'exploration et l'exploitation des océans. Depuis l'élection du nouveau président et pour contrecarrer l'influence chinoise, l'Inde offre à son tour des aides et des prêts pour financer un grand projet de connexion des atolls.

Quelles leçons tirer ?

La géopolitique

La Chine est devenue un acteur majeur : malgré le flou des statistiques (50 % de l'aide chinoise ne serait pas recensée) et l'opacité des prêts (non-concessionnels et conçus pour faire travailler des entreprises publiques chinoises), elle s'impose à travers la Bridge and Road Initiative, le nouveau nom donné aux Routes de la soie⁷. Les Maldives sont ainsi le 3^e plus grand bénéficiaire de l'aide chinoise en % du PIB.

Le Sri Lanka est en défaut et une vingtaine de pays africains le seront bientôt en raison du poids excessif de cet endettement. Sous couvert d'un discours développementaliste (coopération Sud-Sud) et de non-ingérence (absence de conditionnalité), la Chine vise plusieurs objectifs :

évincer Taïwan, ouvrir des marchés et même assurer une présence militaire, comme à Djibouti. Lors du 8^e sommet Sino-Africain tenu à Dakar fin 2021, la prise de conscience d'un endettement excessif a progressé et les engagements annoncés par la Chine ont diminué.

L'impact du Covid

Le Covid a déstabilisé l'économie mondiale, renchérit la logistique, déprimé le tourisme et creusé les déficits budgétaires. Il a aussi révélé l'insuffisance et la désorganisation des infrastructures sanitaires de ces pays déjà mises à mal par des années d'austérité.

Il a également été un levier pour obtenir des moratoires et de nouveaux crédits. Des mécanismes ont été mis en place pour alléger le fardeau de la dette, mais leur effet ne sera que temporaire et un jour viendra où il faudra reprendre le service de la dette et rembourser les nouveaux concours obtenus. Accordés à la hâte, ceux-ci ne risquent-ils pas d'accroître la corruption déjà très prégnante ? En Haïti notamment, classé 170^e sur 180 par Transparency International.

Le climat, source de prêts

Les risques climatiques sont une réalité concrète pour les petits états insulaires particulièrement exposés à la montée des eaux et aux tempêtes tropicales. Le climat est devenu un argument majeur pour demander de nouveaux prêts auprès des organismes existants ou des mécanismes nouveaux créés pour aider les pays à

s'adapter au changement climatique : Fonds pour l'environnement mondial, Fonds Vert, conversion de dette en actions pour le climat, etc.

La dette, mais pas que !

Bien sûr, l'obligation d'assurer le service de la dette pèse lourdement sur les États et la population : retards dans le paiement des salaires, manque d'investissement dans les services sociaux, inflation... Elle se combine avec de nombreux autres facteurs (effondrement de l'activité économique, termes de l'échange, gouvernance, etc.) pour empêcher les populations d'améliorer leur sort.

Des nuages à l'horizon

Alors que la crise du Covid commence à s'estomper, d'autres menaces se concrétisent : le renchérissement des transports, la flambée des prix pétroliers, la pénurie de céréales, le retour brutal de l'inflation et la hausse des taux d'intérêt vont ramener à la pauvreté des populations qui commençaient à en sortir.

Quelles pistes pour l'avenir ?

Face aux difficultés de remboursements des prêts internationaux et à la fuite en avant qui séduit à court terme les dirigeants des petits états insulaires, y a-t-il des solutions ? Les difficultés de ces petits pays ne menacent pas le système international, mais elles font souffrir les populations et bloquent les dynamiques économiques et sociales. En théorie, la dette n'est pas un problème si elle est utilisée pour le développement mais c'est loin d'être toujours le cas : les projets échouent, les financements servent à couvrir des dépenses de fonctionnement... Difficile alors de les rembourser sans prélever sur la substance même des économies.

Qu'ils le veuillent ou non, les créanciers devront annuler une bonne part de la dette et, à l'avenir, financer les efforts de développement par des dons et des prêts sans intérêt. À charge pour les pays bénéficiaires de se montrer responsables dans la gestion de ces ressources.

*Groupe Finance & développement,
Justice et Paix France*

⁵ 25 945 cas et 765 décès, (soit des taux de 233 et 6,8 pour 100 000 habitants)

⁶ 942 999 cas et 260 décès (soit des taux de 18 312 et 50,6 pour 100 000 habitants)

⁷ Voir l'excellent article de Jacques Gravelle : « Explosion de la dette dans les pays partenaires : les déroutés de la soie ? » La lettre de la Chine hors les murs n° 26, novembre 2018

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE AUX PHILIPPINES

LE 9 MAI 2022

Cela m'a vraiment brisé le cœur de voir mes propres enfants sangloter en regardant le déroulement des résultats des élections nationales aux Philippines. Mes parents ont été emprisonnés et torturés dans les années 1970 sous la dictature de Ferdinand Marcos et le retour de cette famille au pouvoir est vraiment tragique. Le 9 mai, Ferdinand Marcos, Jr. a remporté les élections, par une écrasante victoire, et dans les temps à venir, nous nous réveillerons avec cette réalité et le cauchemar que Ferdinand Marcos, Jr. est devenu le nouveau président de ce pays. Sara Duterte, la fille du président sortant Rodrigo Duterte, qui se présentait avec Marcos Jr. a également été élue vice-présidente par une élection séparée¹.

Cet exercice électoral a créé beaucoup de division dans le pays, mais il a aussi signifié beaucoup pour ceux qui ont défendu la vérité. Il ne s'agissait pas seulement de s'opposer à un tyran, à un politicien pourri ou à un monstre de droite. Il s'agissait d'empêcher que l'histoire ne soit effacée. Il est également important de souligner que le retour de Marcos est aussi une conséquence de l'économie néolibérale qui a dramatiquement laissé tomber notre peuple depuis l'éviction de l'ancien dictateur il y a 36 ans par la révolution originale du People Power.

Il se trouve que Ferdinand «Bong-bong» Marcos, Jr. a obtenu un mandat sans précédent avec plus de 30 millions de voix (58 % des votes), alors que la progressiste Leni Robredo (l'ancienne vice-présidente) n'en a obtenu que 15 millions (30 %). Les politiciens véreux ont eu recours à l'achat massif de votes (en offrant entre 10 et 500 dollars américains pour obtenir le vote d'une personne ou pour l'enrôler dans un rassemblement de campagne). Cette pratique est difficile à poursuivre en justice, mais les preuves abondent. Une énorme propagande 'noire' a également été omniprésente lors de cette élection. Le favori a fait appel au célèbre groupe Cambridge Analytica. Il est alarmant de constater à quel point la désinformation a été la colonne vertébrale de cette élection.

La campagne de Leni Robredo a inspiré une multitude de personnes, avec sa plateforme pour un gouvernement honnête et l'amélioration de la vie des gens, déclenchant un mouvement sans précédent. Elle était fondée sur la notion qu'il est «plus radical d'aimer». En effet, il est plus radical d'aimer un pays qui est si brisé. En effet, il est plus radical

de penser à l'espoir quand la démocratie échoue. Il est radical d'aimer son pays quand il n'est pas radical d'être un politicien voleur, quand la corruption est normalisée, quand le fascisme et la violence sont encouragés, quand l'histoire est réécrite par des fake news et une propagande sale.

Qu'est-ce que cela signifie pour nous tous Philippins ? Les périodes sombres exigent un courage, un activisme et une solidarité extraordinaires. Ce n'est pas seulement une défaite dans une compétition politique partisane. Il s'agit d'une défaite pour la vérité, d'une tragédie pour la démocratie et d'un rappel qui donne à réfléchir que le changement de la dynamique du pouvoir et des mentalités est un jeu de longue haleine, et pas seulement une campagne de trois mois. Il en va de même pour le changement du système. La victoire de Marcos signifie également que les choses contre lesquelles nous (ou la génération de mes parents) nous sommes levés peuvent être suspendues au-dessus de nos têtes - la corruption, le régime fasciste, la suprématie militaire sur le régime civil, l'influence extrême des oligarques et des grandes entreprises, le capitalisme de copinage, le ravage de l'environnement, l'énergie électrique nucléaire, les politiques anti-peuple, peut-être plus de chaussures pour Imelda Marcos (ou la nouvelle première dame), et bien d'autres choses encore.

Il y aurait encore beaucoup à dire, car nous nous sentons très lourds en ce moment. Mais pour l'instant, nous nous consolons en sachant et en étant convaincus que beaucoup continueront à répandre la lumière dans l'obscurité, l'espoir dans l'avenir et la paix malgré la violence. Souvent, nous cherchons des héros pour rendre le monde meilleur. Peut-être avons-nous besoin de plus de monstres pour que plus de héros se révèlent.

Les 6 prochaines années seront le test ultime. Le voyage continue. La véritable destination n'a jamais été le palais de Malacanang. La véritable destination est le cœur et l'esprit de notre peuple. Nous n'y sommes pas encore.

*Yeb Saño,
Directeur de Greepeace Asie du Sud-Est,
ancien négociateur en chef des Philippines aux COP sur
le climat, vice-président du Mouvement Laudato Si'*

¹ Aux Philippines, le président et le vice-président sont tous deux élus par le peuple séparément et non en tant que binôme

*Nous pleurons,
le cœur brisé*

<p>JE SOUTIENS JUSTICE ET PAIX FRANCE, en m'abonnant / me réabonnant à LA LETTRE et/ou en faisant un don : par chèque bancaire à l'ordre de Justice et Paix – 58 avenue de Breteuil, 75007 Paris.</p> <p><input type="checkbox"/> ABONNEMENT (1 an / 11 numéros) : 20 euros <input type="checkbox"/> DON : euros <input type="checkbox"/> Version papier <input type="checkbox"/> Je souhaite recevoir un reçu fiscal <input type="checkbox"/> Version numérique <input type="checkbox"/> Par courrier <input type="checkbox"/> Par e-mail</p> <p>Nom, Prénom :</p> <p>Adresse :</p> <p>CP : Ville :</p> <p>Adresse e-mail :</p>	<p>JUSTICE ET PAIX FRANCE 58 avenue de Breteuil, 75007 Paris - Tél. 01 72 36 69 03 - justice.paix@cef.fr</p> <p>Président : Mgr Jacques Blaquart</p> <p>Membres : Catherine Billet - Sylvie Bukhari-de Pontual - Luc Champagne - Dominique Coatanéa - Violaine Dory - Cécile Dubernet - Patrice Dufour - Nayla Haddad - Patrick Hénault - Sr Nelkem Jeannette Londadjim - Jean-Bernard Marie - Marc de Montalembert - Dominique Quinio - Anne-Florence Quintin - Pasteur Jean-Pierre Rive - P. André Talbot - Denis Viénot</p> <p>Directeur de la publication : Michel Roy, Secrétaire général</p> <p>Secrétariat de rédaction : Béatrix de Vareilles</p> <p>ISSN 1148-4705 - Dépôt légal : Juin 2022 Conception et Impression : Imprimerie Repa Druck</p>
--	---